

Direction Générale des Infrastructures et de la Logistique
Direction B – Logistique
SERVICE DE LA PASSATION DES MARCHÉS
L-2929 LUXEMBOURG

APPEL D’OFFRES N° 06B30/2019/M028
Procédure ouverte : Achat de tenues de service et vêtements professionnels

4. CAHIER D’ENGAGEMENT

Ce cahier d’engagement doit être signé et une copie scannée doit être jointe à l’offre

1. DESIGNATION DU SOUMISSIONNAIRE ¹

Raison sociale² :

Forme juridique :

Adresse officielle :

Pays :

N° TVA³ :

Nom, prénom et qualité / fonction du représentant déclarant :

2. DECLARATION SUR L'HONNEUR DU SOUMISSIONNAIRE RELATIVE AUX CRITÈRES D'EXCLUSION ET DE SÉLECTION

Je soussigné(e), représentant le soumissionnaire identifié ci-dessus,

I – SITUATION D'EXCLUSION CONCERNANT LA PERSONNE

1) déclare que la personne susmentionnée se trouve dans l'une des situations suivantes:	OUI	NON
a) elle est en état de faillite ou fait l'objet d'une procédure d'insolvabilité ou de liquidation, ses biens sont administrés par un liquidateur ou sont placés sous administration judiciaire, elle a conclu un concordat préventif, elle se trouve en état de cessation d'activités, ou dans toute situation analogue résultant d'une procédure de même nature prévue par les législations ou réglementations nationales;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
b) il a été établi par un jugement définitif ou une décision administrative définitive que la personne n'a pas respecté ses obligations relatives au paiement des impôts ou des cotisations de sécurité sociale conformément au droit applicable ;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
c) il a été établi par un jugement définitif ou une décision administrative définitive que la personne a commis une faute professionnelle grave en ayant violé des dispositions législatives ou réglementaires applicables ou des normes de déontologie de la profession à laquelle elle appartient, ou en ayant adopté une conduite fautive qui a une incidence sur sa crédibilité professionnelle, dès lors que cette conduite dénote une intention fautive ou une négligence grave, y compris en particulier l'une des conduites suivantes:		
i) présentation frauduleuse ou par négligence de fausse déclaration en fournissant les renseignements exigés pour la vérification de l'absence de motifs d'exclusion ou le respect des critères d'éligibilité ou de sélection ou dans l'exécution de l'engagement juridique;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

¹ En cas de groupement d'opérateurs économiques (consortia), une copie de cette déclaration doit être complétée et signée par chacun des membres du groupement.

² Pour les personnes physiques : nom et prénom assorti éventuellement du nom commercial.

³ Pour les personnes physiques : date de naissance

ii) conclusion d'un accord avec d'autres personnes en vue de fausser la concurrence;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
iii) violation de droits de propriété intellectuelle;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
iv) tentative d'influer sur le processus décisionnel du pouvoir adjudicateur lors de la procédure d'attribution;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
v) tentative d'obtenir des informations confidentielles susceptibles de lui donner un avantage indu lors de la procédure d'attribution;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
d) il a été établi par un jugement définitif que la personne est coupable des faits suivants:		
i) fraude, au sens de l'article 3 de la Directive (UE) 2017/1371 et de l'article 1 ^{er} de la convention relative à la protection des intérêts financiers des Communautés européennes, établie par l'acte du Conseil du 26 juillet 1995;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
ii) corruption, telle qu'elle est définie à l'article 4(2) de la Directive (UE) 2017/1371 et à l'article 3 de la convention relative à la lutte contre la corruption impliquant des fonctionnaires des Communautés européennes ou des fonctionnaires des États membres de l'UE, établie par l'acte du Conseil du 26 mai 1997, et à l'article 2, paragraphe 1, de la décision-cadre 2003/568/JAI du Conseil, ou telle qu'elle est définie dans les dispositions légales du pays où le pouvoir adjudicateur se situe, du pays où la personne est établie ou du pays où le marché doit être exécuté;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
iii) comportements liés à une organisation criminelle telle qu'elle est définie à l'article 2 de la décision-cadre 2008/841/JAI du Conseil;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
iv) blanchiment de capitaux ou financement du terrorisme tels qu'ils sont définis à l'article 1 ^{er} , paragraphes 3, 4 et 5, de la directive (UE) 2015/849 du Parlement européen et du Conseil ;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
v) infraction terroriste ou infraction liée aux activités terroristes, telles qu'elles sont définies respectivement à l'article 1 ^{er} et à l'article 3 de la décision-cadre 2002/475/JAI du Conseil, ou incitation à commettre une infraction, complicité ou tentative d'infraction telles qu'elles sont visées à l'article 4 de ladite décision;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
vi) travail des enfants ou autres formes de traite des êtres humains tels qu'ils sont définis à l'article 2 de la directive 2011/36/UE du Parlement européen et du Conseil;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
e) elle a gravement manqué à des obligations essentielles dans l'exécution d'un marché ou d'une convention financés par le budget de l'Union, ce qui a conduit à la résiliation anticipée du marché ou de la convention ou à l'application de dommages-intérêts forfaitaires ou d'autres pénalités contractuelles ou ce qui a été découvert à la suite de contrôles et d'audits ou d'enquêtes effectués par un pouvoir adjudicateur, l'Office européen de lutte antifraude (OLAF) ou la Cour des comptes ;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
f) il a été établi par un jugement définitif ou une décision administrative définitive qu'elle a commis une irrégularité au sens de l'article 1 ^{er} , paragraphe 2, du règlement (CE, Euratom) n° 2988/95 du Conseil;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
g) il a été établi par un jugement définitif ou une décision administrative définitive que la personne ou l'entité a créé une entité dans une juridiction différente dans l'intention de se soustraire à des obligations fiscales, sociales ou à toute autre obligation légale applicable sur le territoire où se trouve son siège statutaire, son administration centrale ou son principal établissement;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
h) il a été établi par un jugement définitif ou une décision administrative définitive qu'une entité a été créée dans l'intention visée au point g) ;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
i. pour les cas visés aux points c) à h) ci-dessus, la personne est soumise aux : des faits établis dans le cadre d'audits ou d'enquêtes menés par le Parquet européen,	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

la Cour des comptes, l'OLAF ou le service d'audit interne, ou encore de tout autre contrôle, audit ou vérification effectué sous la responsabilité du pouvoir adjudicateur d'une institution de l'Union, d'un organisme européen ou d'une agence ou d'un organe de l'Union;		
ii.des décisions administratives non définitives, y compris le cas échéant des mesures disciplinaires prises par l'organe de surveillance compétent qui est chargé de vérifier l'application des normes de déontologie professionnelle;		
iii.des faits établis par des décisions d'entités ou personnes chargées de tâches liés à l'implémentation du budget européen ;		
iv.des décisions de la Commission relatives à la violation des règles de l'Union dans le domaine de la concurrence ou des décisions d'une autorité nationale compétente concernant la violation du droit de l'Union ou du droit national en matière de concurrence; ou		
v.des décisions d'exclusion prises par un ordonnateur d'une institution de l'Union européenne, d'un organisme européen ou d'une agence ou d'un organe de l'Union européenne.		

II – SITUATIONS D'EXCLUSION CONCERNANT LES PERSONNES PHYSIQUES OU MORALES AYANT LE POUVOIR DE REPRÉSENTATION, DE DÉCISION OU DE CONTRÔLE À L'ÉGARD DE LA PERSONNE MORALE ET LES BÉNÉFICIAIRES EFFECTIFS.

Ne s'applique pas aux personnes physiques, aux États membres et aux autorités locales

2) Le signataire déclare qu'une personne physique ou morale qui est membre de l'organe d'administration, de direction ou de surveillance de la personne morale susmentionnée ou qui possède des pouvoirs de représentation, de décision ou de contrôle à l'égard de ladite personne morale (à savoir, par exemple, les chefs d'entreprise, les membres des organes de direction ou de surveillance et les personnes physiques ou morales détenant, à titre individuel, la majorité des parts), ou un bénéficiaire effectif de la personne [au sens de l'article 3, point 6), de la directive (UE) 2015/849] se trouve dans l'une des situations suivantes:	OUI	NON	Sans objet
Situation visée au point c) ci-dessus (faute professionnelle grave)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Situation visée au point d) ci-dessus (fraude, corruption ou autre infraction pénale)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Situation visée au point e) ci-dessus (manquement grave dans l'exécution d'un marché)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Situation visée au point f) ci-dessus (irrégularité)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Situation visée au point g) ci-dessous (création d'une entité dans l'intention de se soustraire à des obligations légales)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Situation visée au point f) ci-dessous (personne créée dans l'intention de se soustraire à des obligations légales)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

III – SITUATIONS D'EXCLUSION CONCERNANT LES PERSONNES PHYSIQUES OU MORALES QUI RÉPONDENT INDÉFINIMENT DES DETTES DE LA PERSONNE MORALE

3) déclare qu'une personne physique ou morale qui répond indéfiniment des dettes de la personne morale susmentionnée se trouve dans l'une des situations suivantes:	OUI	NON	Sans objet
Situation visée au point a) ci-dessus (faillite)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Situation visée au point b) ci-dessus (non-respect du paiement des impôts ou des cotisations de sécurité sociale)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
---	--------------------------	--------------------------	--------------------------

IV – MOTIFS DE REJET DE LA PRÉSENTE PROCÉDURE

4) déclare que la personne susmentionnée:	OUI	NON
i) a participé précédemment à la préparation des documents de marché utilisés lors de la présente procédure d'attribution, si cela a entraîné une violation du principe d'égalité de traitement, notamment une distorsion de concurrence qui ne peut être corrigée autrement.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

V – MESURES CORRECTRICES

Si elle déclare l'une des situations d'exclusion mentionnées ci-dessus, la personne doit indiquer les mesures qu'elle a prises pour remédier à la situation d'exclusion, démontrant ainsi sa fiabilité. Il peut s'agir, par exemple, de mesures prises au niveau technique, de l'organisation et du personnel en vue d'éviter toute répétition, de l'indemnisation du dommage ou du paiement des amendes ou de tout impôt ou toute cotisation de sécurité sociale. Les preuves documentaires pertinentes démontrant les mesures correctrices prises doivent être annexées à la présente déclaration. Cette disposition ne s'applique pas aux situations visées au point d) de la présente déclaration.

VI – JUSTIFICATIFS SUR DEMANDE

Sur demande et dans le délai fixé par le pouvoir adjudicateur, la personne doit fournir des informations sur les personnes physiques et morales qui sont membres de l'organe d'administration, de direction ou de surveillance ou qui possèdent des pouvoirs de représentation, de décision ou de contrôle, y compris les personnes physiques et morales faisant partie de la structure de propriété et de contrôle et les bénéficiaires effectifs.

Elle doit également fournir les justificatifs suivants concernant la personne proprement dite et la ou les personnes physiques ou morales sur la capacité desquelles la personne compte s'appuyer, ou un sous-traitant, et concernant la ou les personnes physiques ou morales qui répondent indéfiniment des dettes de la personne:

Pour les cas mentionnés aux points a), c), d), f) et g) et h), un extrait récent du casier judiciaire est requis ou, à défaut, un document équivalent délivré récemment par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'établissement de la personne, dont il résulte que ces exigences sont satisfaites.

Pour les cas mentionnés au point b), des certificats récents délivrés par les autorités compétentes de l'État concerné sont requis. Ces documents doivent apporter la preuve du paiement de tous les impôts, taxes et cotisations de sécurité sociale dont la personne est redevable, y compris la TVA, l'impôt sur le revenu (personnes physiques uniquement), l'impôt sur les sociétés (personnes morales uniquement) et les charges sociales. Lorsqu'un document visé ci-dessus n'est pas délivré dans le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment faite devant une autorité judiciaire ou un notaire ou, à défaut, une déclaration solennelle faite devant une autorité administrative ou un organisme professionnel qualifié du pays d'établissement.

La personne n'est pas tenue de fournir les justificatifs si elle les a déjà présentés aux fins d'une autre procédure d'attribution du même pouvoir adjudicateur. Les documents ne doivent pas avoir été délivrés plus d'un an avant la date à laquelle ils ont été demandés par le pouvoir adjudicateur et doivent être toujours valables à cette date.

Le signataire déclare que la personne a déjà fourni les preuves documentaires aux fins d'une précédente procédure et confirme qu'aucun changement n'est intervenu dans sa situation:

Document	Référence complète de la précédente procédure

VII – CRITÈRES DE SÉLECTION

5) déclare que la personne susmentionnée satisfait aux critères de sélection qui lui sont applicables à titre individuel, tels que prévus par le cahier des charges, à savoir:	OUI	NON	Sans objet
a) elle a la capacité d'exercer l'activité professionnelle d'un point de vue légal et réglementaire, nécessaire à l'exécution du marché, conformément aux dispositions du point 4.2 du cahier des charges;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
b) elle remplit les critères économiques et financiers applicables mentionnés au point 4.3 du cahier des charges;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
c) elle remplit les critères techniques et professionnels applicables mentionnés au point 4.4 du cahier des charges.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
6) si la personne susmentionnée est soumissionnaire unique ou chef de file dans le cas d'une offre conjointe , déclare que:	OUI	NON	Sans objet
d) le soumissionnaire (y compris tous les membres du groupement en cas d'offre conjointe et les sous-traitants, le cas échéant) respecte l'ensemble des critères de sélection pour lesquels il sera procédé à une évaluation d'ensemble conformément au cahier des charges.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

VIII – JUSTIFICATIFS AUX FINS DE LA SÉLECTION

Le signataire déclare que la personne susmentionnée peut fournir, sur demande et sans tarder, les documents justificatifs nécessaires énumérés dans les sections correspondantes du cahier des charges et qui ne sont pas disponibles sous forme électronique.

La personne n'est pas tenue de fournir les justificatifs si elle les a déjà présentés aux fins d'une autre procédure de passation de marché du même pouvoir adjudicateur. Les documents ne doivent pas avoir été délivrés plus d'un an avant la date à laquelle ils ont été demandés par le pouvoir adjudicateur et doivent être toujours valables à cette date.

Le signataire déclare que la personne a déjà fourni les preuves documentaires aux fins d'une précédente procédure et confirme qu'aucun changement n'est intervenu dans sa situation:

Document	Référence complète de la précédente procédure

La personne susmentionnée est susceptible d'être rejetée de la présente procédure et est passible de sanctions administratives (exclusion ou sanction financière) s'il est établi que de fausses déclarations ont été faites ou que de fausses informations ont été fournies pour participer à la présente procédure.

Nom et prénom(s)

Date

Signature

3. DECLARATION RELATIVE AUX SOUS-TRAITANTS

Nom du soumissionnaire:

Je soussigné(e) M./Mme....., en ma qualité de représentant du soumissionnaire susmentionné, déclare que si ce dernier devient l'attributaire du marché ou d'un ou de plusieurs lots dudit marché, les opérateurs économiques suivants y participeront en tant que sous-traitants:

Renseignements concernant les sous-traitants ¹		
Nom et adresse du sous-traitant	Description de la partie du contrat sous-traitée	Description de la valeur (en euros et en pourcentage du montant total estimé du contrat)

J'ai pris connaissance que le Parlement européen se réserve le droit d'exiger des informations sur les capacités financières, économiques, techniques et professionnelles du ou des sous-traitants proposés. De même, le Parlement européen pourra réclamer les preuves nécessaires pour déterminer si les sous-traitants satisfont aux critères d'exclusion requis aux soumissionnaires.

Dans ce contexte, le Parlement européen se réserve le droit de rejeter tout sous-traitant proposé qui ne satisfait pas les critères d'exclusion et/ou de sélection.

Par ailleurs, le Parlement européen devra être informé par le contractant de tout recours ultérieur à la sous-traitance non prévu dans l'offre. Le Parlement européen se réserve donc le droit d'accepter ou non tout sous-traitant proposé pendant l'exécution du contrat. Pour ce faire, il pourra réclamer les preuves nécessaires pour déterminer si le ou les sous-traitants satisfont aux critères requis. L'autorisation du Parlement européenne sera toujours accordée par écrit.

L'attribution du marché à un soumissionnaire qui propose un sous-traitant dans son offre équivaut à une autorisation de sous-traitance.

Date:

Signature du représentant légal:

¹ Pour le cas où le soumissionnaire n'entendrait pas recourir à la sous-traitance, porter la mention « néant » dans les champs du tableau ci-dessous. Dans ce cas, il ne faudra pas signer cette page. Pour le cas où le soumissionnaire, au moment du dépôt de l'offre, **n'est pas en mesure d'établir s'il entend faire appel à la sous-traitance, où s'il n'est pas en mesure de désigner les sous-traitants retenus**, porter la mention « à préciser » dans les champs du tableau ci-dessus.

4. DECLARATION D'ENGAGEMENT DU SOUS-TRAITANT

Je soussigné(e) M/Mme

en ma qualité de représentant du sous-traitant déclare :

nom et adresse du sous-traitant	
soumissionnaire (nom de la société qui souhaite sous-traiter)	
marché public du Parlement européen	N° 06B30/2019/M028 Achat de tenues de service et vêtements professionnels

En cas d'attribution du marché public du Parlement européen mentionné au soumissionnaire indiqué ci-dessus, le sous-traitant s'engage à exécuter la part sous-traitée dudit marché public conformément aux conditions du marché et à l'offre déposée par le soumissionnaire.

J'atteste sur mon honneur que le sous-traitant ne se trouve pas dans une situation d'exclusion au sens des articles **136 et 141** du Règlement financier.

Fait en UN ORIGINAL à

le

Signature du représentant légal du sous-traitant :

5. FICHE DE RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LES GROUPEMENTS D'OPÉRATEURS ÉCONOMIQUES

Nom officiel du membre mandaté par le groupement¹:

.....

Adresse officielle:

.....

.....

Forme juridique du groupement²:

.....

.....

Je soussigné(e) M./M^{me}, en ma qualité de représentant du mandataire du groupement d'opérateurs ayant soumis la présente offre, déclare avoir pris connaissance des conditions fixées par le Parlement européen afin de pouvoir présenter une offre en tant que groupement et que la soumission d'une offre ainsi que la signature de la présente déclaration comportent l'acceptation desdites conditions:

«Le groupement d'opérateurs économiques justifiera de sa forme juridique dans l'offre. Cette forme juridique pourra prendre l'une des formes suivantes:

- une entité disposant d'une personnalité juridique reconnue par un État membre;
- une entité sans personnalité juridique, mais qui offre au Parlement européen une protection suffisante au niveau des intérêts contractuels (selon l'État membre concerné, il peut s'agir, par exemple, d'un groupement ou d'une association temporaire);
- la signature par tous les partenaires d'une sorte de "procuration" ou document équivalent qui confirmera une forme de coopération.

Le document produit doit prouver le statut réel du groupement. De même, dans ce document ou dans une annexe à celui-ci, les opérateurs économiques faisant partie du groupement devront s'engager en tant que soumissionnaires à assumer une responsabilité solidaire lors de l'exécution du contrat si celui-ci leur est attribué.

Le Parlement européen pourra accepter d'autres formes juridiques non prévues ci-dessus à condition que celles-ci assurent la responsabilité solidaire des parties et soient compatibles avec l'exécution du contrat. Toutefois, dans le contrat qui sera signé avec le groupement d'opérateurs, le Parlement européen se référera expressément à l'existence de cette responsabilité solidaire. Par ailleurs, il se réserve le droit d'exiger contractuellement la nomination d'un mandataire habilité qui pourra représenter les membres et aura, entre autres, la faculté d'émettre des factures au nom des autres membres.»

¹ Indiquer le nom et l'adresse du membre mandaté par les autres membres du groupement pour représenter celui-ci. En cas d'absence de mandat, tous les membres du groupement devront signer la présente déclaration.

² À indiquer si une forme précise a été choisie par les membres du groupement. Dans le cas contraire, ne rien mentionner.

Renseignements concernant les membres du groupement			
Nom du membre du groupement	Adresse du membre du groupement	Nom du représentant du membre	Descriptions des capacités techniques, professionnelles et économiques ¹

Date:

Signature:

¹ Si une telle description a déjà été faite dans l'offre, un renvoi vers l'endroit où celle-ci apparaît pourra être fait.

6. OFFRE – ENGAGEMENT DU SOUMISSIONNAIRE

Je soussigné(e) M/Mme

en ma qualité de représentant du soumissionnaire, déclare par la présente que le soumissionnaire, après avoir pris connaissance des documents de marché et en particulier de l'invitation à soumissionner avec les conditions pour soumettre une offre, du Cahier des clauses administratives, des Spécifications techniques et du projet de contrat-cadre, s'engage sans réserve, conformément aux dispositions des documents ci-avant visés :

- à renoncer à ses propres conditions commerciales et contractuelles et à accepter l'ensemble des conditions du présent appel d'offres ;
- à exécuter l'objet du présent marché, à savoir la fourniture des tenues des services et vêtements professionnels ainsi que la prestation des services y afférents, et ce dans les conditions définies par les documents de l'appel d'offres ;
- à exécuter l'objet du présent marché pour les prix indiqués dans le bordereau de prix annexé à ce document ;
- à maintenir les termes de la présente offre pendant toute la durée d'exécution du présent marché, à condition que son acceptation lui soit notifiée dans un délai de **180** jours calendriers à compter de la date limite de remise des offres.

7. SIGNATURE DU CONTRAT

En cas d'attribution du marché au soumissionnaire, le contrat-cadre sera signé par son représentant. Le Parlement européen pourra réclamer une preuve de son autorisation à signer.

.....
Nom, prénom, fonction du représentant autorisé à signer le contrat

7. ADRESSE E-MAIL DU SOUMISSIONNAIRE

Après l'ouverture des offres, le Parlement européen pourra communiquer avec le soumissionnaire par voie électronique en utilisant l'adresse suivante :

.....@.....
votre adresse e-mail, de préférence une boîte fonctionnelle

8. PAIEMENTS

Le Parlement européen se libérera des sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant au crédit du compte identifié dans la fiche signalétique en annexe.

..... le

Signature du représentant légal, précédée de la mention manuscrite : « Lu et approuvé, bon pour offre et engagement »

(Cachet du soumissionnaire)

Annexes obligatoires **sur support papier** :

1. Bordereau(x) de prix signé(s) (voir modèle annexé)
2. Fiche signalétique bancaire signée (voir fiche annexée)

ANNEXE 1 – BORDEREAUX DE PRIX

Pour la présentation des prix détaillés, le soumissionnaire doit impérativement utiliser les bordereaux de soumission ci-après, dûment complétés et signés. Toutes les cases doivent comporter un prix (prix net HTVA) et toute autre mention ne sera pas prise en compte. Seuls seront pris en compte les prix figurant au bordereau.

LOT 1	Fracs de cérémonie pour huissiers parlementaires hommes/femmes	Prix unitaires (EUR)	Quantités annuelles (indicatives)	Prix global annuel (EUR, hors TVA)
	Veste frac homme		35	
	Gilet homme		35	
	Pantalon homme		70	
	Veste frac femme		10	
	Gilet femme		10	
	Pantalon femme		10	
	Jupe		10	
	Chemisier de cérémonie femme		100	
	Total général	-----	-----	

LOT 2	Uniformes femmes	Prix unitaires (EUR)	Quantités annuelles (indicatives)	Prix global annuel (EUR, hors TVA)
	Veste		160	
	Pantalon		160	
	Jupe		160	
	Foulard		160	
	Total général	-----	-----	

LOT 3	Jeans et polos/chemises de travail	Prix unitaires (EUR)	Quantités annuelles (indicatives)	Prix global annuel (EUR, hors TVA)
	Jeans		375	
	Chemises		370	
	Polos manches longues		270	
	Polos manches courtes		150	
	Total général	-----	-----	

LOT 4	Chaussures de sécurité, blouses, salopettes et combinaisons de travail	Prix unitaires (EUR)	Quantités annuelles (indicatives)	Prix global annuel (EUR, hors TVA)
	Chaussures de sécurité (f et h)		300	
	Blouse médicale/infirmier/infirmière		80	
	Blouse de travail (f et h)		25	
	Combinaison de travail (f et h)		65	
	Salopette de travail (f et h)		25	
	Parkas (f et h)		65	
	Total général	-----	-----	

ANNEXE 2 – FICHE SIGNALÉTIQUE BANCAIRE

<u>ENTITE LEGALE</u> <u>SOCIETE PRIVEE</u>	
Titre / FORME JURIDIQUE	<div style="border: 1px solid black; height: 1.2em; width: 100%;"></div>
NOM (S)	<div style="border: 1px solid black; height: 1.2em; width: 100%;"></div> <div style="border: 1px solid black; height: 1.2em; width: 100%;"></div>
ACRONYME	<div style="border: 1px solid black; height: 1.2em; width: 100%;"></div>
ADRESSE Rue	<div style="border: 1px solid black; height: 1.2em; width: 100%;"></div>
Num	<div style="border: 1px solid black; height: 1.2em; width: 20%;"></div> Code postal <div style="border: 1px solid black; height: 1.2em; width: 20%;"></div>
Commune / Ville	<div style="border: 1px solid black; height: 1.2em; width: 80%;"></div> Pays <div style="border: 1px solid black; height: 1.2em; width: 10%;"></div>
N° TVA	<div style="border: 1px solid black; height: 1.2em; width: 30%;"></div>
LIEU D'ENREGISTREMENT	<div style="border: 1px solid black; height: 1.2em; width: 100%;"></div>
DATE D'ENREGISTREMENT	<div style="border: 1px solid black; height: 1.2em; width: 20%;"></div> / <div style="border: 1px solid black; height: 1.2em; width: 20%;"></div> / <div style="border: 1px solid black; height: 1.2em; width: 20%;"></div>
N° DE REGISTRE	<div style="border: 1px solid black; height: 1.2em; width: 30%;"></div> <div style="border: 1px solid black; height: 1.2em; width: 30%;"></div>
TELEPHONE	<div style="border: 1px solid black; height: 1.2em; width: 30%;"></div> FAX <div style="border: 1px solid black; height: 1.2em; width: 30%;"></div>
E-MAIL	<div style="border: 1px solid black; height: 1.2em; width: 100%;"></div>
Ces informations doivent être accompagnées d'une photocopie de tout document officiel permettant d'identifier le nom de l'entité légale, l'adresse du siège social, le numéro de TVA et le numéro d'enregistrement auprès des autorités nationales.	
<u>INTITULE DU COMPTE BANCAIRE</u>	
NOM (Nom sous lequel le compte a été ouvert)	<div style="border: 1px solid black; height: 1.2em; width: 100%;"></div> <div style="border: 1px solid black; height: 1.2em; width: 100%;"></div>
ADRESSE Rue	<div style="border: 1px solid black; height: 1.2em; width: 100%;"></div>
Num	<div style="border: 1px solid black; height: 1.2em; width: 20%;"></div> Code postal <div style="border: 1px solid black; height: 1.2em; width: 20%;"></div>
Commune / Ville	<div style="border: 1px solid black; height: 1.2em; width: 80%;"></div> Pays <div style="border: 1px solid black; height: 1.2em; width: 10%;"></div>
<u>BANQUE</u>	
IBAN <small>(Obligatoire, si le code IBAN existe dans le pays où votre banque est établie)</small>	<div style="border: 1px solid black; height: 1.2em; width: 100%;"></div>
CODE SWIFT (BIC)	<div style="border: 1px solid black; height: 1.2em; width: 30%;"></div> DEVISE <div style="border: 1px solid black; height: 1.2em; width: 10%;"></div>
COMPTE BANCAIRE <small>(Format National)</small>	<div style="border: 1px solid black; height: 1.2em; width: 100%;"></div>
NOM DE LA BANQUE	<div style="border: 1px solid black; height: 1.2em; width: 100%;"></div> <div style="border: 1px solid black; height: 1.2em; width: 100%;"></div>
ADRESSE Rue	<div style="border: 1px solid black; height: 1.2em; width: 100%;"></div>
Num	<div style="border: 1px solid black; height: 1.2em; width: 20%;"></div> Code postal <div style="border: 1px solid black; height: 1.2em; width: 20%;"></div>
Commune / Ville	<div style="border: 1px solid black; height: 1.2em; width: 80%;"></div> Pays <div style="border: 1px solid black; height: 1.2em; width: 10%;"></div>
Cachet de la banque + Signature de son représentant * :	Date + signature du représentant (Obligatoire)
* Il est préférable de joindre une copie d'un extrait de compte bancaire récent. Veuillez noter que le relevé bancaire doit fournir toutes les informations indiquées ci-dessus sous «INTITULÉ DU COMPTE BANCAIRE» et «BANQUE». Dans ce cas, le cachet de la banque et la signature de son représentant ne sont pas requis. La signature du titulaire du compte est obligatoire dans tous les cas.	